

Croissance française: Une remontée en pente douce

• Portée par l'investissement des entreprises et le rebond de la consommation

• Le contexte international est jugé moins dynamique

APRÈS six mois de croissance atone, l'économie française a retrouvé des couleurs au troisième trimestre 2018. Elle est portée notamment par l'investissement des entreprises et par un rebond de la consommation, selon une première estimation publiée hier 30 octobre par l'Insee. La croissance

Attention à la prochaine récession

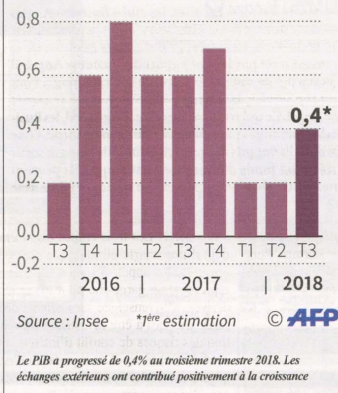
COMMENT doivent réagir les pays en difficulté de la zone euro? D'après les experts de Natixis (1): «Si des pays, comme l'Italie, ne peuvent pas augmenter leur déficit public ou stimuler leur demande intérieure et ne peuvent pas utiliser une dévaluation interne, alors il ne leur reste que les politiques structurelles (éducation, formation, innovation, marché du travail). Ce qui est important mais ne peut donner de résultats que dans le moyen terme». Les pays en difficulté le resteront donc, pendant plusieurs années. Ce qui peut poser un problème politique et social sérieux.

Si une récession se déclenche, aux Etats-Unis et en Europe, elle va être très violente. Les facteurs de risque sont nombreux: «le niveau élevé des taux d'endettement, la disparition des politiques contracycliques, l'ajustement violent de l'emploi visant à préserver la rentabilité du capital pour les actionnaires et les effets négatifs de la perte de richesse en actions», selon les experts de Natixis. Pour eux, «les Etats-Unis et la zone euro n'ont pas bien préparé le prochain ralentissement cyclique, en ne réduisant pas l'endettement et en ne générant pas de marge de manœuvre pour les politiques contracycliques».

(1) «Le piège affreux pour les pays en difficulté de la zone euro»

Nouvel élan pour la croissance française

Évolution trimestrielle du PIB en %



de la France (l'un des principaux partenaires économiques du Maroc) a atteint cet été 0,4% alors qu'elle avait plafonné à 0,2% aux deux trimestres précédents.

Cette accélération s'avère cependant inférieure aux prévisions de l'Insee, de la Banque de France et de l'Observatoire français des conjonctures économiques qui tablaient sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 0,5% au troisième trimestre.

Selon l'Insee, le redémarrage de l'activité s'explique principalement par la reprise de la demande intérieure, qui a contribué à la croissance du PIB pour 0,5 point, contre 0,2 au deuxième trimestre.

La consommation des ménages, qui avait reculé de 0,1% à cette date, en raison notamment des grèves dans les transports, a ainsi rebondi de 0,5%, tant dans le secteur des services (+0,3%) que dans celui des biens (+0,6%).

L'investissement des entreprises a quant à lui progressé de 0,8%, après avoir déjà grimpé de 0,9% au deuxième trimestre, avec notamment de bons résultats dans le secteur automobile et dans les activités informatiques. Enfin, le déficit commercial s'est résorbé, grâce à la hausse des exportations (+0,7%). Les échanges extérieurs ont ainsi contribué positivement à la croissance à hauteur

de 0,1 point, après l'avoir pénalisée de 0,2 point au printemps, précise l'Insee.

Largement anticipé par les économistes, ce rebond économique s'avère toutefois insuffisant pour permettre à l'économie française de renouer avec les 2,2% de croissance atteints l'an dernier (2,3% en données corrigées des jours ouvrés).

Plusieurs facteurs sont en effet venus atténuer la reprise de l'activité. Parmi eux, la variation des stocks des entreprises, qui a pesé sur la croissance à hauteur de 0,2 point et l'investissement des ménages, qui a reculé de 0,2%.

Selon l'Insee, l'acquis de croissance (c'est-à-dire le niveau que le PIB atteindrait en 2018 si l'activité devait stagner d'ici la fin de l'année) atteignait ainsi 1,5% à la fin du mois de

septembre. Sur l'ensemble de l'année 2018, l'organisme public prévoit une croissance de 1,6%, une hypothèse en ligne avec les prévisions de la Banque de France ou de l'OCDE. Le gouvernement est quant à lui légèrement plus optimiste, à 1,7%.

Une prudence d'autant plus marquée que l'environnement international semble moins porteur. En effet, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre dans la zone euro, à 0,2%, selon la première estimation de l'Office européen des statistiques Eurostat publiée mardi 30 octobre 2018. Le PIB avait crû de 0,4% au cours des deux premiers trimestres de l'année dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique. L'estimation d'Eurostat s'inscrit dans un contexte économique difficile. Il est marqué par des tensions commerciales, les négociations du Brexit, mais aussi dernièrement par l'affrontement entre Bruxelles et Rome sur le budget italien.

En juillet dernier, la Commission européenne avait revu à la baisse sa prévision de croissance pour cette année, à 2,1%, en raison de cette incertitude globale. Elle doit présenter le 8 novembre ses nouvelles prévisions économiques. Dans l'ensemble de l'UE, la croissance a progressé de 0,3% au troisième trimestre.

F. Z. T. avec agences